



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 81 - 28 janvier 1980

PRIX : 1F



SOMMAIRE
PAGE 2

SENEGAL

répression contre
les lycéens en grève

SOMMAIRE

Page 4 :

- MALI : Une solution à la Traoré contre la pénurie de céréales
- MALI : Une tournée publicitaire

Page 5 :

- TCHAD : Le Frolinat face au chaos

Page 6 :

- Siddick-le-quémandeur

Page 7 :

- MADAGASCAR : Magistrats : nouveaux statuts pour les mêmes fonctions

Page 8 :

- CENTRAFRIQUE : ATCF, UNECA, UNECA-FRANF : sans programme ou opportunistes ?

Page 9 :

- L'intervention de l'URSS en Afghanistan

éditorial

SENEGAL

REPRESSION CONTRE LES LYCÉENS EN GREVE

Le gouvernement sénégalais a fait tirer sur les manifestants lycéens de Ziguinchor. Il y a deux morts (et même plus selon certaines informations) et plusieurs dizaines de blessés.

" Le fonctionnement des établissements scolaires a été perturbé ces jours-ci ... " C'est par ces mots que le ministre de l'Education Nationale sénégalais introduit son communiqué qui se termine par une exhortation : "Chaque parent d'élève devra assumer ses responsabilités et conduire ses enfants, aujourd'hui mardi 22 janvier à 8 heures, à leurs établissements ".

Ainsi il aura fallu attendre dix jours après le commencement de la grève et des manifestations des lycéens pour que les représentants du gouvernement ainsi que les journalistes du quotidien gouvernemental "le Soleil", ouvrent leur bouche et constatent les "événements" qui ont secoué la quasi-totalité des villes du Sénégal.

Cela a commencé au lycée de Djignabo à Ziguinchor en Casamance. Les lycéens étaient mécontents de la mauvaise qualité de la nourriture à la cantine ainsi que de leur proviseur qui interdisait aux élèves et aux enseignants de porter les vêtements de leur choix à l'école.

Les élèves ont alors déclenché la grève, le 10 janvier, suivie d'une manifestation le lendemain.

Face à la répression contre leurs enfants, les parents d'élèves, particulièrement les femmes, ont également exprimé leur solidarité en manifestant avec eux dans les rues de Ziguinchor. Elles se sont attaquées aux commissariats de police pour libérer les jeunes qui ont été raflés.

C'est pour briser le mouvement que les autorités ont fait intervenir les forces de l'ordre et couper la Casamance du reste du pays.

Mais la colère était si profonde que malgré l'importance du "service d'ordre", de nombreuses voitures officielles ont été endommagées, des bâtiments publics et des maisons telles que celles du proviseur et du maire, de même que l'hôtel Diola ont été incendiés.

abonnements

- FRANCE : Un an ordinaire : 12 F sous pli fermé : 36F

- AUTRES PAYS : écrire au journal adresser toute correspondance à : Combat Ouvrier BP 145 75 023 Paris Cedex en spécifiant : " Pour le PAT "

Malgré la tentative du gouvernement de l'isoler, le mouvement a atteint Dakar, Thiès, Saint-Louis etc ... où les lycéens et les étudiants ont exprimé leur solidarité avec ceux de Ziguinchor.

A Dakar c'est avec des bombes lacrymogènes lancées à partir des hélicoptères que le gouvernement a dispersé les manifestants qui commençaient à se réunir au campus universitaire .

Une dizaine de jours après le début des manifestations le calme semblait être revenu, encore que les cours n'avaient pas entièrement repris , notamment à Thiès.

Les revendications des lycéens Djignabo n'ont pas encore été entièrement satisfaites, néanmoins ils ont obtenu le remplacement de leur proviseur et le report des dates d'examens. En tout cas, même si les manifestations de rues ont cessé, les mécontentements sont loin d'avoir disparu.

C'est pour cela que même "le Soleil" reste encore prudent quant à ses commentaires des événements. Le mardi 22 janvier, il titrait encore : "La situation scolaire redeviendrait normale". Il se pourrait-même, selon lui, que les récents troubles "ne soient que la partie visible de l'iceberg..."

Oui en effet, les manifestations des élèves et de leurs parents sont un signe d'un mécontentement profond et d'un "ras-le-bol" dans une grande partie de la population ; même si ce sont des revendications apparamment secondaires, telles que le droit de porter des "jeans" à l'école qui les ont fait éclater.

Même si l'ampleur du mécontentement ne s'est pas traduit par des grèves chez les ouvriers et les employés de l'administration, elle a quand même bousculé le régime de Senghor qui a très rapidement fait intervenir la répression.

Si les ouvriers et les petits paysans avaient suivi l'exemple des scolaires et manifesté dans la rue leur mécontentement, cela se serait certainement passé autrement pour le régime. Il y a fort à parier que Senghor ne serait pas resté longtemps à Rome.

En effet, pendant que les manifestations étudiantes éclataient un peu partout au Sénégal, ce dictateur se faisait nommer "civis romanus" (citoyen romain) en Italie, et palabrait là-bas sur la philosophie de Socrate et sur "la vie culturelle au Sénégal ".

En s'adressant aux manifestants il aurait déclaré à son retour : "Vous avez de la chance d'être au Sénégal, vous verriez comment c'est ailleurs, dans les autres pays africains."

Avoir de la chance, pour Senghor, c'est sans doute avoir un peu moins de morts qu'en Centrafrique sous Bokassa. Mais en réalité, la police et l'armée de Senghor sont aussi féroces que celles des pires dictatures en Afrique, lorsque les intérêts de l'Etat sont menacés.

* * * * *

MALI

une solution à la Traoré contre la pénurie de céréales

Devant la pénurie de mil et de riz, et la spéculation qui en résulte, le gouvernement malien a décidé de créer une police économique. Cette nouvelle police sera chargée de réprimer les spéculateurs et de surveiller la collecte des produits céréaliers.

Les paysans qui ont un surplus à vendre seront obligés de l'amener chez les collecteurs de l'Etat qui a le monopole de la collecte des produits céréaliers. Ce monopole existe depuis longtemps mais apparemment il n'a pas été appliqué. D'autre part, les paysans qui se trouvent près des frontières seront surveillés encore plus étroitement pour les empêcher de vendre leurs produits dans les pays avoisinants.

Autrement dit, pour le gouvernement, les paysans seraient parmi les responsables du manque de céréales au Mali. De qui se moque-t-on ?

Si après chaque sécheresse, le Mali est plongé dans la pénurie, c'est parce que le régime actuel n'a rien fait pour encourager les cultures de mil, de riz et de sorgho. L'irrigation et les forages de puits ont été laissés aux bons soins de la charité des organismes internationaux tels que le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) ou encore des missions catholiques, comme cela a été le cas pour les forages aux environs de Barouéli.

Et au lieu de proposer un prix raisonnable aux paysans pour leurs produits, Moussa n'a trouvé comme solution que la création d'une police.

Pas plus que le gouvernement ne fait d'effort pour favoriser les cultures vivrières, sa nouvelle police ne pourra rien contre la spéculation et la pénurie.

Les nouveaux policiers seront comme ceux qui existent déjà : des gens qui tracassent les pauvres et se font amadouer par les commerçants spéculateurs.

Ce que le gouvernement veut c'est ramasser, lui, les bénéfices sur la commercialisation des denrées.

une tournée publicitaire

Le mois dernier, Moussa Traoré a effectué une tournée dans la région de Sikasso, soit disant pour "une prise de contact avec les populations" et pour "recenser les problèmes et les préoccupations de la région".

Si c'était réellement pour cela qu'il s'est déplacé pendant huit jours avec toute sa suite, ce n'était pas la peine, car personne au Mali ne peut ignorer les problèmes urgents que connaît la population. A plus forte raison Moussa qui est à la tête de l'Etat.

En tout cas les habitants de Sikasso et de ses alentours ont profité de l'occasion pour présenter, au dictateur en personne, leurs préoccupations.

Ils ont soif, le bétail aussi. Les rares points d'eau existant sont loin des centres d'habitation. Ils ont aussi faim. Le riz, qui est une denrée élémentaire, fait défaut au point que chaque habitant ne peut se procurer que 2,5 kg en moyenne et par mois (chiffre cité par "l'essor").

Les transports en commun et l'état des routes sont lamentables. Les liaisons téléphoniques avec Sikasso sont quasiment inexistantes.

Les employés et les travailleurs demandent aussi une augmentation du salaire car la vie devient de plus en plus chère.

Devant ces nombreuses réclamations, le dictateur s'est contenté des promesses, une fois de plus.

Bien évidemment aucune proposition concrète n'est sortie de la bouche de Moussa, alors que les besoins de la population sont bien concrets et urgents.

Traoré a tout simplement déclaré que "le gouvernement fera le maximum". Ce n'est sans doute pas de lui qu'il faudra attendre des solutions à ces problèmes. Au contraire, c'est aux habitants qu'il demande de faire des efforts supplémentaires en leur extorquant de l'argent pour les quelques réalisations comme les écoles et les logements pour les enseignants.

Le gouvernement se moque de la misère des populations.

TCHAD Le Frolinat face au chaos

Depuis l'accord intervenu en Novembre dernier à Douguia entre les onze tendances politico-militaires et qui a conduit à la formation du gouvernement actuel, les problèmes sont encore loin d'être réglés. Et ce pour plusieurs raisons.

D'abord certaines fractions du Frolinat qui ont signé l'accord pour l'unification continuent à se faire la guerre. Dernièrement, à Abéché, préfecture du Ouaddaï, les troupes de Açyl (pro-lybien) et celles du FAN de Habré se sont affrontées. Il y aurait eu une centaine de morts et de blessés.

Ces affrontements avaient pour but le contrôle de cette région habitée en majorité par les populations arabes. Açyl dont la troupe est composée essentiellement d'arabes ne veut accepter que les FAN contrôlent cette zone.

A N'Djaména-même, la lutte entre cliques rivales au pouvoir, si elle ne se règle pas toujours à coup de Kalatchnikov, n'en existe pas moins. Chaque tendance essaie de renforcer ses troupes au détriment des autres. Ainsi, certains éléments du Frolinat (Goukouni) semblent déserter pour gagner les rangs des FAN de Hissen Habré où ils sont mieux payés et assez régulièrement.

Il y a aussi le problème de l'insécurité qui règne dans la capitale. Comme les tendances refusent, pour le moment, de dissoudre leurs forces pour créer une armée nationale unique intégrée, elles ont mis sur pied une Prévoté, une sorte de police militaire commune aux différentes fractions et chargée du maintien de l'ordre. Mais elle n'arrive pas à bout des pillards dont certains sont combattants du Frolinat, qui traquent les gens, entrent dans les maisons pour dévaliser. D'autres tirent sur des passants pour récupérer leur mobylette ou leur vélo.

Dans certains quartiers non éclairés tels que Mardjan-Dafag, Abdel-el-Djournal, Paris-Congo etc..., les habitants se terrent chez eux dès que le soleil disparaît.

Quant aux fonctionnaires de l'Etat, ils passent plusieurs mois sans percevoir leur solde. Il a fallu que les enseignants descendent dans la rue, malgré le risque que cela comporte, pour ne percevoir qu'un mois de salaire sur cinq ou six mois impayés.

L'administration reste toujours bloquée tout comme le commerce qui se faisait entre les diverses régions du Tchad.

L'activité économique n'a repris que partiellement dans le sud du pays où se sont retirées la plupart des personnes qui avaient fui les combats de février 1979.

Bien sûr, le chaos actuel est un héritage des prédécesseurs du Frolinat, et de la guerre civile. Mais le régime du Frolinat y contribue également.

.../...

MADAGASCAR

magistrats : NOUVEAUX STATUTS POUR LES MEMES FONCTIONS

En décembre dernier, l'ANP (Assemblée Nationale Populaire) a voté à l'unanimité des modifications dans le fonctionnement de la justice.

Des nouveaux tribunaux d'instance ont été créés et des cours d'appel installées dans les chefs lieu de Faritany. Les procédures judiciaires seront simplifiées et les frais, pour porter une affaire au tribunal seront diminués etc...

Tout cela pour "permettre au citoyen pauvre de défendre ses droits avec les mêmes chances que son adversaire plus riche", selon les termes de Ratsiraka dans son livre rouge.

Certes les pauvres qui passeront devant les tribunaux ne seront plus obligés de faire plusieurs centaines de Km. Les galimatias des juges et des avocats seront peut-être moins incompréhensibles, et les frais de justice moins chers. Mais cela ne rendra pas la justice bourgeoise plus juste ou moins impartiale.

Les juges sont formés et triés par le gouvernement pour protéger les riches et pour justifier leur ordre social injuste en appliquant leurs lois soi-disant impartiales.

D'ailleurs quand l'ordre social est menacé, le gouvernement ne s'embarasse même pas de passer par les tribunaux. Pendant la vague de grèves d'août 1979, les 8 travailleurs délégués de l'entreprise Darieux avaient été licenciés, puis emprisonnés sans jugement.

En 1979 encore, un gros commerçant de Manakara s'est vu infliger une amende de 4 millions FMG pour avoir trafiqué à la douane. Comme par miracle, le montant de l'amende est tombé à 400 000 puis finalement à 40 000 FMG. Pas d'emprisonnement bien sûr !

Les juges sont d'ailleurs du même milieu que les patrons : grandes villas avec une multitude de boys, voitures officielles avec chauffeur, ils vont aux mêmes réceptions et dans les mêmes restaurants etc...

La salive des juges coûtera peut-être moins cher, mais la balance de leur justice penchera toujours du côté des riches...tant que eux et leurs lois resteront en place.

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

CENTRAFRIQUE ATCF, UNECA, UNECA-féanf : SANS PROGRAMME OU OPPORTUNISTES ?

L'ATCF (Association des Travailleurs et Stagiaires Centrafricains en France), l'UNECA (Union Nationale des Etudiants Centrafricains) et l'UNECA-Section FEANF ont tenu 2 meetings communs successivement le 5 octobre 1979 et le 19 janvier 1980.

Les porte-parole ont dénoncé les massacres perpétrés par Bokassa et la scandaleuse intervention militaire française aussi bien pour soutenir Bokassa que son successeur Dacko.

Mais, cela dit, que proposent donc les dirigeants de ces 3 associations ?

Principalement ils "exigent la formation d'un gouvernement provisoire d'Union Nationale élargi à toutes les forces d'opposition à la dictature déchu", "la tenue d'élections libres et démocratiques" et la libération des personnes emprisonnées pour leurs opinions politiques.

Des télégrammes et des motions ont été envoyés ... à Dacko. Les orateurs des 3 associations n'ont pas trouvé d'autre moyen que celui, dérisoire, de s'adresser au président centrafricain pour qu'il partage son pouvoir avec ses concurrents et libère les prisonniers politiques !

Mais, sentant que pour avoir satisfaction, il ne suffit pas d'envoyer des motions à Dacko - même si le langage utilisé est radical - il s'est trouvé des personnes dans la salle pour leur demander : "que faut-il faire pour que la situation change ?"

A cela les orateurs ont répondu invariablement : "ce n'est pas à nous de lancer des mots d'ordre politiques car nous sommes des organisations de masse".

Si les mots ont un sens, cela voudrait dire qu'il ne faut pas compter sur eux pour proposer une politique. Mais au-delà de ce constat d'impuissance il y a un man-songe. Car, une politique et des mots d'ordre, ils en proposent (gouvernement d'union nationale, élections etc...). On ne peut d'ailleurs pas leur reprocher d'avoir une politique. Mais ce qu'ils proposent est par contre critiquable du point de vue des exploités.

En quoi cela peut-il donc changer le sort des travailleurs et des petits paysans centrafricains - dont les dirigeants des 3 associations prétendent se préoccuper - que Dacko gouverne avec Goumba, Patassé et d'autres plutôt que tout seul ? Ils sont tous pareil. Ils ont tous participé aux gouvernements de Dacko (1960-1965) ou de Bokassa.

Mais les dirigeants de l'ATCF et des UNECA n'ont pas d'autres perspectives. Leur refus de la dictature de Dacko les conduit simplement à accepter tous les autres candidats (Du moment que ce n'est pas Bokassa). C'est pour cette raison qu'à aucun des 2 meetings ils n'ont dit quoi que ce soit de critique par rapport à Patassé et Goumba.

Leur Programme politique est clair. Il a pour nom nationalisme petit-bourgeois ; sans autre perspective que de traîner derrière les dirigeants bourgeois comme les Goumba et autres.

A une plus petite échelle, ils veulent faire des étudiants et stagiaires centrafricains ce que font de la population les dirigeants des partis politiques d'Afri-

que : une masse de manoeuvre.

L'argument magouilleur qui consiste à dire "nous sommes une organisation de masse" sert à masquer leur opportunisme.

Les intellectuels et stagiaires centrafricains sincèrement désireux d'en finir avec la misère, l'exploitation et le manque de libertés, n'ont rien à attendre de cette politique.

Les changements, dans le sens des intérêts des exploités, ne viendront que de la lutte consciente des travailleurs et des paysans démunis. Et ceux, parmi les étudiants, qui ont le souci d'y contribuer peuvent le faire en rejoignant le camp des travailleurs et non de leurs ennemis que sont les Goumba et autres.

o o o o o o o o o o o

La bureaucratie russe s'illustre en Afghanistan

Depuis l'intervention massive des troupes russes en Afghanistan, on assiste à une campagne des plus virulente contre la Russie.

La grande presse bourgeoise, les hommes politiques des pays occidentaux voient partout la main de l'interventionnisme de l'URSS. Le danger est si grand, disent-ils, que le monde serait-même à la veille d'une troisième guerre mondiale.

Les USA, chefs de file de l'impérialisme, ont pris la tête de cette hystérie anti-russe. Carter n'en finit plus d'annoncer les mesures de rétorsion contre l'URSS. De la suspension des livraisons de céréales à une condamnation des Nations Unies, sans parler du boycott des jeux olympiques, tout y passe.

Les autres pays capitalistes suivent Carter avec plus ou moins d'ardeur, et pour cause... Ils n'ont pas les moyens des Etats-Unis, et auraient plutôt besoin des immenses marchés russes. Mais ils se retrouvent tous pour étaler leur anti-communisme, pour dénoncer le scandale que constitue l'intervention de l'URSS.

Cette intervention en effet est scandaleuse. Il est inadmissible que la bureaucratie russe fasse intervenir ses soldats pour écraser les musulmans en révolte. Les maîtres du Kremlin ne tromperont peut-être qu'eux-mêmes en faisant croire qu'ils sont intervenus à la demande du président Amin alors qu'ils l'ont fait assassiner et remplacé par un pantin plus dévoué.

L'URSS est intervenue en Afghanistan pour maintenir ce pays dans son giron. Cette intervention s'inscrit dans la lutte qui l'oppose à l'impérialisme américain pour le partage du monde en zones d'influence.

Mais cette affaire, malgré tous le bruit fait autour, arrange bien l'impérialisme. Que les troupes russes répriment une rébellion musulmane, qu'elles se chargent du maintien de l'ordre en Afghanistan, c'est autant de sale boulot en moins pour les USA. Et quelle bouée de sauvetage pour Carter qui a ainsi l'occasion de faire ou-

.../...

blier ses déboires en Iran, et de faire de la démagogie anti-communiste !

Mais si cette intervention militaire est scandaleuse, les pays occidentaux sont en tout cas bien mal placés pour s'en indigner.

Car aucun de ces pays capitalistes n'a trouvé scandaleux les bombardements américains au Vietnam.

Tout récemment encore, l'envoi de Paras français dans le Shaba au Zaïre, l'intervention des Jaguars français au Tchad, ou encore l'intervention directe de l'impérialisme français en Centrafrique n'ont pas soulevé la moindre indignation parmi tous ces bourgeois qui aujourd'hui crient au danger soviétique.

Fait dérisoire, certains de nos dirigeants, parmi les plus liés à l'impérialisme, tels Senghor, qui hier encore applaudissait aux nombreuses interventions de l'impérialisme français sur le continent africain, sont parmi ceux qui dénoncent le plus bruyamment le "scandale de l'intervention étrangère en Afghanistan".

Assurément, l'URSS n'a pas le beau rôle. Si ce pays, à un moment de son histoire, a représenté, les espoirs et les aspirations de millions de travailleurs dans le monde entier, parce que pour la première fois des travailleurs, en 1917, y prenaient le pouvoir, ce moment-là est bien passé et même bien oublié.

Car très vite, sous la pression des principaux pays capitalistes, la France, l'Allemagne, l'Angleterre, les USA, et du fait de son sous-développement, à cause aussi des années de guerres et de privations qui allaient décimer des millions de travailleurs et de paysans pauvres, la très jeune république des travailleurs allait passer sous la coupe de la bureaucratie qui s'était développé pendant ce temps-là, et avait trouvé son plus digne représentant en la personne de Staline.

Et c'est sous la dictature de cette bureaucratie que la Russie va s'éloigner de plus en plus du socialisme, du communisme, pour en devenir une horrible caricature. Les dirigeants russes ont une politique réactionnaire qui n'a rien à voir avec le communisme. C'est cette politique-là qui a conduit leurs troupes en Afghanistan.

Les bureaucrates russes sont bien dans le camp des ennemis des travailleurs et des paysans pauvres.



CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiters.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.